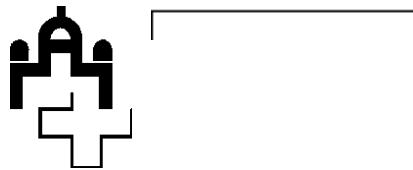


Bundesversammlung

Assemblée fédérale

Assemblée fédérale

Assemblée fédérale



24.015 én **Délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.** **Rapport**

Rapport de la Délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN du 31 décembre 2023

Sur mandat de l'Assemblée fédérale, la Délégation suisse auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) participe aux sessions de l'AP-OTAN ainsi qu'à des séminaires et à des réunions de travail des commissions de l'Assemblée.

Conformément à l'art. 9, al. 2, de l'ordonnance de l'Assemblée fédérale sur les relations internationales du Parlement (ORInt), la Délégation auprès de l'AP-OTAN présente chaque année aux deux conseils un rapport écrit sur les grandes lignes de son activité.

Proposition de la délégation

Nous vous prions de bien vouloir prendre acte du présent rapport.

Pour la commission :
Le président 2022-2023

Werner Salzmann

Contenu du rapport

- 1 Introduction
- 2 Sessions, séminaires et autres rencontres
- 3 Frais de voyage
- 4 Principaux sujets débattus en 2023
- 5 Appréciation de l'activité de l'AP-OTAN en 2023
- 6 Conclusions et activités futures



1 Introduction

La Délégation parlementaire suisse auprès de l'AP-OTAN (Délégation AP OTAN) trouve sa base légale dans l'ORInt (RS 171.117). Au même titre que les autres délégations parlementaires auprès d'organisations internationales, la Délégation AP OTAN possède un règlement¹, qui fixe le cadre de ses activités.

Composition de la délégation en 2023 :

Président : Werner Salzmann, conseiller aux États ;

Vice-présidente : Ida Glanzmann, conseillère nationale ;

Membres : Mauro Tuena, conseiller national, et Thomas Minder, conseiller aux États ;

Membres suppléants : Pierre-Alain Fridez, conseiller national, et Josef Dittli, conseiller aux États.

2 Sessions, séminaires et autres rencontres

En 2023, la Délégation AP OTAN a participé :

- à la session de printemps, qui s'est tenue à Luxembourg du 19 au 22 mai (CE Werner Salzmann, CN Pierre-Alain Fridez et CN Mauro Tuena) ;
- à la session annuelle, qui s'est tenue à Copenhague du 6 au 9 octobre (CE Thomas Minder, CE Werner Salzmann, CN Ida Glanzmann et CN Pierre-Alain Fridez) ;
- au séminaire Rose-Roth sur le thème « Soutenir les partenaires exposés à des risques », qui s'est tenu à Stockholm du 23 au 24 octobre (CN Pierre-Alain Fridez et CN Mauro Tuena) ;
- au séminaire Rose-Roth sur le thème « Une Bosnie-Herzégovine à la croisée des chemins », qui s'est tenu à Sarajevo du 14 au 16 novembre (CN Mauro Tuena).

Les participations aux sessions ont fait l'objet d'un rapport écrit à l'intention des Commissions de la politique de sécurité. Durant l'année sous revue, les dates des autres séminaires Rose-Roth ainsi que de diverses séances de commission ont coïncidé avec celles des sessions ou de séances de commission de notre Parlement. La Délégation AP OTAN n'y a par conséquent pas participé.

3 Frais de voyage

En 2023, la Délégation AP OTAN a occasionné des frais de voyage pour un montant total de 3'624.- francs à la charge de l'Assemblée fédérale.

4 Principaux sujets débattus en 2023

La guerre en Ukraine et la réaction de l'OTAN face à l'agression russe, notamment l'adaptation du dispositif de dissuasion et de défense, ont été au cœur des travaux de l'AP-OTAN en 2023. Le rôle global de la Chine, la situation dans la région de la mer Baltique et de la mer Noire, la politique de la porte ouverte, la sécurisation des infrastructures critiques, les nouveaux développements technologiques dans le domaine de la défense et la lutte contre la désinformation et le terrorisme ont également été des sujets importants de l'année 2023. Ce dernier sujet a d'ailleurs fait l'actualité de manière tragique lors de l'Assemblée annuelle, avec les graves attaques en Israël du 7 octobre 2023.

4.1 Sessions plénières

Lors de la session de printemps à Luxembourg, la présidente de l'AP-OTAN, Joëlle Garriaud-Maylam (France), a souligné le caractère historique de cette première réunion à laquelle la Finlande participait en tant que membre à part entière de l'Assemblée depuis son adhésion officielle à l'OTAN.

¹ <https://www.parlement.ch/fr> (Organes > Délégations > Délégations internationales de l'Assemblée fédérale > Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP OTAN) > Bases légales)



Elle a également réitéré le souhait, exprimé par de nombreuses intervenantes et de nombreux intervenants tout au long de la session, de voir la Suède intégrer l'Alliance le plus rapidement possible. La présidente Garriau-Maylam a souligné l'importance de la diplomatie parlementaire et a rappelé les principes fondamentaux qui guident la réaction de l'AP-OTAN face à l'invasion russe de l'Ukraine : démocratie, liberté, et état de droit. Ces principes s'opposent à la loi du plus fort, que la Russie cherche à imposer en Ukraine. La présidente a souligné la détermination inébranlable de l'AP-OTAN à soutenir l'Ukraine et a appelé les cheffes et chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance à accélérer la livraison d'avions de combat et d'autres équipements militaires à Kyiv. Elle a déclaré que l'AP-OTAN continuera de soutenir la création d'un tribunal spécial chargé de faire la lumière sur les crimes russes en Ukraine, et aussi dénoncé le soutien apporté à la Russie par le Bélarus et l'Iran. De plus, elle a souligné que l'AP-OTAN aura également un rôle à jouer dans la reconstruction de l'Ukraine après la guerre. Pour elle, il est clair que le futur de l'Ukraine, en tant que membre à part entière de la famille euroatlantique, passera par une adhésion à l'Union européenne (UE) et à l'OTAN. En vue du sommet de l'OTAN à Vilnius, la présidente Garriau-Maylam a également appelé à un renforcement des capacités de dissuasion et de défense de l'Alliance. La focalisation sur le flanc oriental de l'OTAN qui découle de la guerre en Ukraine ne doit cependant pas faire oublier les autres défis auxquels l'Alliance est confrontée. Ceux-ci comprennent notamment la lutte contre le terrorisme, la montée en puissance de la Chine, la remise en cause des régimes de non-prolifération et les changements climatiques. Elle a par ailleurs réitéré son appel en faveur de la création d'un centre pour la résilience démocratique au sein de l'OTAN.

Lors de la session annuelle de l'AP-OTAN à Copenhague, le nouveau président de l'AP-OTAN, Michal Szczerba (Pologne), a rappelé que la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine durait depuis près de 600 jours déjà. Selon lui, même si l'Ukraine se défend avec succès, il ne faut pas oublier que le régime russe n'a pas renoncé à mettre à genoux l'Ukraine et veut faire table rase non seulement de l'ordre international fondé sur des règles, mais aussi des valeurs fondamentales sur lesquelles reposent l'OTAN et l'ensemble du monde démocratique. Comme il y a un conflit de valeurs entre les autorités et les démocraties, l'Occident doit par conséquent sans cesse réaffirmer son soutien à l'Ukraine ainsi qu'à la démocratie, à l'indépendance et au droit à l'autodéfense et à l'autodétermination. Le président Szczerba a en outre appelé à soutenir l'Ukraine dans la reconstruction du pays et dans son intégration à l'UE et à l'OTAN. Il a également déclaré qu'en attaquant une nouvelle fois l'Ukraine, la Russie avait confirmé qu'elle représentait la menace la plus grave et la plus directe pour la sécurité alliée. Face à cette menace, l'OTAN doit se montrer soudée et déterminée. C'est pourquoi le président a salué les nouveaux plans de défense de l'OTAN adoptés lors du sommet de Vilnius, en particulier les engagements relatifs au déploiement, sur le flanc est de l'Alliance, d'un solide contingent supplémentaire constitué de troupes prêtes au combat. Il s'est également félicité du nouveau plan d'action permettant à l'Alliance de reconstruire une industrie de la défense qui soit forte, et a souligné l'importance cruciale du nouvel engagement concernant l'allocation d'un minimum de 2 % du PIB au budget de la défense. Il a en outre rappelé l'importance de maintenir la pression sur la Russie en recourant à des sanctions massives supplémentaires. Selon le président, l'AP-OTAN doit aussi obliger le régime russe et ses complices à rendre des comptes devant la justice. À la lumière des attaques perpétrées au Moyen-Orient au moment même où l'Assemblée se réunissait, il a déclaré que le terrorisme restait la menace asymétrique la plus directe et a appelé à renforcer le soutien que l'OTAN apporte à ses partenaires méridionaux et dans les Balkans occidentaux. Soulignant l'importance de la coopération avec l'UE, il a également appelé les membres de l'OTAN à devenir plus résilients face aux cybermenaces et autres menaces hybrides, ainsi que face aux changements climatiques et aux défis énergétiques. Enfin, dans la perspective du 75^e anniversaire de l'OTAN en 2024, le président Szczerba a appelé à la création d'un centre de résilience démocratique au sein de l'OTAN à Bruxelles, dont l'objectif serait de promouvoir, de



renforcer et de défendre la démocratie. En conclusion, il a plaidé pour que la Suède devienne rapidement le 32^e membre de l'OTAN.

Des dirigeants ukrainiens de haut rang ont été invités à participer par visioconférence à la session de printemps à Luxembourg (le ministre ukrainien de la défense) ainsi qu'à la session annuelle de l'AP-OTAN à Copenhague (le président de l'Ukraine et le président du Parlement ukrainien). Les membres de la délégation ukrainienne présents sur place étaient également très actifs. Ils ont remercié avec émotion les États membres de l'OTAN pour leur soutien, ont décrit la situation actuelle en Ukraine et ont demandé avec insistance de nouvelles livraisons de munitions et d'armes (notamment des systèmes de défense aérienne, des avions de combat, des chars et de l'artillerie). Ils ont averti que si l'Ukraine perdait cette guerre, la Russie attaquerait d'autres pays. Les représentants ukrainiens ont également plaidé pour que leur pays intègre l'OTAN le plus rapidement possible et pour qu'on « corrige les erreurs du passé ».

Le secrétaire général délégué de l'OTAN, Mircea Geoană, a souligné, tant lors de la session de printemps que lors de la session annuelle, la nécessité de continuer à soutenir l'Ukraine dans sa lutte pour la liberté et l'indépendance. Une défaite de l'Ukraine enverrait en effet le signal dévastateur non seulement à la Russie, mais aussi aux autres autocraties dans le monde, que la force peut être utilisée avec succès pour faire avancer ses propres intérêts. Il a dit comprendre la lenteur de la progression de la contre-offensive ukrainienne et a loué la combativité ainsi que la volonté de résistance non seulement de l'armée, mais aussi de la population ukrainienne. Il a déclaré qu'en attaquant l'Ukraine, le président Poutine avait obtenu le contraire de ce qu'il espérait : loin de s'affaiblir, l'OTAN s'était consolidée et s'était même étendue. Avec l'adhésion de la Finlande et de la Suède, le flanc est de l'Alliance serait renforcé. Dans ce contexte, le secrétaire général délégué s'est déclaré confiant dans le fait que les deux derniers États membres qui n'ont pas encore ratifié le protocole d'adhésion de la Suède à l'OTAN le feront bientôt. Lors de la session annuelle, il a expressément salué le travail effectué par le nouveau Conseil OTAN-Ukraine, au sein duquel l'OTAN et l'Ukraine collaborent sur un pied d'égalité pour la mise en œuvre des décisions prises à Vilnius et pour la préparation du sommet de Washington. Il a également souligné le fait que l'Ukraine était un membre à part entière de la famille de l'OTAN. Comme les personnes qui se sont exprimées avant lui, Mircea Geoană a déclaré que cette guerre ne concernait pas uniquement l'Ukraine, mais qu'elle représentait une menace pour toute l'Europe et pour l'ordre international fondé sur des règles. Pour faire face à cette menace, l'OTAN a massivement augmenté ses capacités de dissuasion et de défense sur le flanc est : nouveaux plans de défense, 300 000 soldats en état d'alerte soutenus par des forces armées aériennes et navales considérables, ou encore groupements tactiques multinationaux. Il a également annoncé une augmentation de la production d'armes et de munitions : des Alliés et des partenaires ont signé des contrats d'une valeur de 2,4 milliards d'euros par l'intermédiaire de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition (NSPA) afin d'augmenter les stocks de munitions. Le secrétaire général délégué a également souligné que les budgets que les Alliés européens et le Canada consacraient à la défense avaient augmenté pour la neuvième année consécutive. Pour 2023, la croissance réelle devrait même être de 8,3 %, soit la plus forte depuis des décennies. Entre-temps, onze Alliés consacrent désormais 2 % de leur PIB à la défense et ils devraient être rejoints par d'autres pays en 2024 : en effet, lors du sommet à Vilnius, tous les Alliés se sont engagés à intensifier immédiatement leurs efforts en consacrant au moins 2 % de leur PIB à la défense.

Par ailleurs, le secrétaire général délégué Geoană a annoncé un développement de la dissuasion dans d'autres domaines, notamment dans la lutte contre la désinformation, les cyberattaques et les autres attaques hybrides, et un renforcement de la résilience des sociétés et des infrastructures critiques. Selon lui, il est également essentiel d'investir dans les nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle, l'informatique quantique et les biotechnologies pour garder une longueur d'avance et faire progresser la transformation numérique des forces armées. À cet égard, il a salué le



travail de la Commission OTAN de pilotage de l'innovation, de l'Accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord (DIANA) et, en particulier, du fonds OTAN pour l'innovation – un fonds de capital-risque multisouverain nouvellement créé. Dans la perspective du sommet de Washington, Mircea Geoană a souligné que l'OTAN était une alliance régionale – et qu'elle le resterait –, mais que les défis qu'elle rencontrait étaient d'ordre mondial : il est donc essentiel, pour la sécurité, de conclure des partenariats. Selon lui, l'OTAN doit poursuivre son approche de protection à 360 degrés. L'Ukraine n'est pas le seul pays d'Europe à avoir des soldats russes sur son sol : la République de Moldova et la Géorgie en ont aussi, tandis que la Bosnie-Herzégovine subit d'intenses campagnes de désinformation, des ingérences électorales et des cyberattaques de la part de la Russie. Tous ces instruments relèvent de la guerre hybride et sont aussi utilisés contre des Alliés. Le secrétaire général délégué a par ailleurs regretté que les tensions restent également fortes au Kosovo, rappelant que 93 soldats de la KFOR avaient été blessés en mai 2023 lors de manifestations dans le nord du pays et qu'un policier kosovar avait été tué en septembre. Selon lui, cette violence inacceptable risque de faire reculer toute la région. En réponse, l'OTAN a envoyé plusieurs centaines de soldats supplémentaires au Kosovo.

Mircea Geoană a ajouté que les partenaires de l'OTAN en Afrique et au Moyen-Orient étaient également confrontés à la menace omniprésente du terrorisme, mais aussi à l'influence croissante de la Russie et de la Chine. Selon lui, il faut donc accorder une attention particulière aux partenariats dans le Sud et renforcer les relations avec les partenaires de la région indo-pacifique, afin de faire face à la concurrence stratégique de la Chine. Le sommet de Washington mettra fortement l'accent sur ces partenariats.

Deux déclarations ont été adoptées en séance plénière à Luxembourg et six résolutions ont été adoptées à Copenhague (cf. chap. 4.2 ss)².

À Copenhague, l'Assemblée a élu le Polonais Michal Szczerba à la présidence de l'AP-OTAN pour la période 2024-2025, succédant à la Française Joëlle Garriaud-Maylam, qui a quitté ses fonctions avant cette session. L'Assemblée a également élu les nouvelles personnes accédant à la vice-présidence³.

Le trésorier, Wolfgang Hellmich (Allemagne), a présenté le budget 2024 de l'AP-OTAN, qui s'élève à environ 4,7 millions d'euros. Il s'agit d'une augmentation d'environ 5 % par rapport à l'année précédente, qui tient compte du taux d'inflation moyen dans les États membres de l'UE. Wolfgang Hellmich a également remercié la Suisse pour sa contribution financière⁴.

4.2 Guerre en Ukraine et relations avec la Russie

La guerre en Ukraine et les relations avec la Russie ont été abordées lors des sessions de Luxembourg et de Copenhague ainsi que par toutes les commissions. Les recommandations et les résolutions adoptées par l'AP-OTAN se fondent sur les discussions et les rapports à ce sujet.

Les discussions ont clairement montré qu'il était important que l'OTAN et ses partenaires continuent de soutenir l'Ukraine avec la même détermination, afin de s'assurer que le pays continue à recevoir les

² Les résolutions peuvent être consultées sous [https://www.nato-pa.int/fr/ \(Documents→ Déclarations→ 2023\)](https://www.nato-pa.int/fr/ (Documents→ Déclarations→ 2023)).

³ Nicu Falcoi (Roumanie), Theo Francken (Belgique), Kevan Jones (Royaume-Uni), Marcos Perestrello (Portugal) et Linda Sanchez (États-Unis).

⁴ En sa qualité de membre associé, la Suisse n'est pas débitrice envers l'organisation. Elle fournit cependant une contribution financière indirecte, par l'intermédiaire du Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité de Genève et par celui du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports. En 2023, cette contribution a permis le financement de diverses activités de l'AP-OTAN, y compris celles du 104^e et du 105^e séminaire Rose-Roth.



armes et les munitions dont il a besoin pour se défendre. Dans sa déclaration 482⁵, l'Assemblée a réaffirmé son soutien uni et résolu à l'Ukraine et a condamné l'agression militaire « non provoquée et injustifiée » de la Russie. Les attaques contre les infrastructures et la population civile ukrainiennes montrent que le régime russe actuel doit être considéré comme un régime terroriste. Au-delà de la réaffirmation du soutien des pays de l'OTAN à l'Ukraine – sur les plans matériels, financiers, humanitaires et de la reconstruction – la déclaration appelle les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance à continuer de soutenir l'Ukraine sur la voie de son adhésion à l'OTAN. La déclaration insiste sur le fait que la place de l'Ukraine est bien au sein de l'OTAN et que le pays deviendra à terme membre de l'Alliance. Le futur de l'Ukraine et sa reconstruction sont également abordés dans la déclaration, qui plaide entre autres pour la mise en place d'un programme global d'aide comparable au Plan Marshall.

Dans plusieurs commissions de l'AP-OTAN, mais en particulier au sein de la Commission politique, des voix se sont inquiétées du fait qu'une érosion du soutien apporté à l'Ukraine ferait le jeu de la Russie, qui cherche à prolonger la guerre, à diviser l'Occident et à détruire non seulement les infrastructures de l'Ukraine, mais aussi son économie. Dans un discours qui a suscité un grand intérêt lors de la session annuelle, Maksym Suprun, ancien commandant de la 66^e brigade mécanisée ukrainienne, a fait part de son expérience sur le front. Il a souligné que la Russie consacrait d'énormes ressources au combat et avait doublé le nombre de soldats engagés depuis le début de la guerre. Selon lui, la Russie a également montré sa capacité à tirer les enseignements de ses engagements et se bat de plus en plus efficacement. Sur le terrain, les forces armées ukrainiennes manquent quant à elles de munitions et d'armes antichars modernes, et ont désespérément besoin de lance-missiles portables ainsi que de moyens de communication par Internet et par satellite. L'ancien commandant a également indiqué que la Russie disposait de capacités supérieures en matière de guerre électronique et de surveillance par drones, et que sa suprématie aérienne posait de gros problèmes. De ce fait, l'armée ukrainienne ne peut pas concentrer ses troupes et ne peut opérer qu'en très petites unités. De plus, les formations russes ont fortement renforcé leurs positions défensives, qu'elles ont massivement minées. Enfin, Maksym Suprun a insisté sur le fait qu'il était exclu de mener des négociations de paix avec Moscou, car la Russie ne comprend que la force. Selon lui, la Russie profitera d'un éventuel cessez-le-feu pour se réarmer et attaquer à nouveau. À ses yeux, l'une des meilleures façons de garantir la sécurité de l'Ukraine à long terme serait de l'accueillir dans l'OTAN.

Selon le député lituanien Audronius Azubalis, tout autre scénario qu'une accession de l'Ukraine à l'OTAN en qualité de membre à part entière ne serait qu'une trêve permettant à la Russie de regagner suffisamment de forces pour réitérer son agression. Pour lui, l'adhésion de l'Ukraine est le moyen le plus concret et le plus efficace de prévenir le recommencement d'une guerre aussi longue qu'épuisante sur le continent européen. Dans son rapport⁶, le député lituanien a toutefois reconnu que les conditions d'adhésion de l'Ukraine n'avaient pas encore été clairement définies et restaient sujettes à interprétation. Selon lui, l'AP-OTAN doit redoubler d'efforts pour contribuer à forger, sans retard injustifié, un consensus transatlantique sur l'adhésion de l'Ukraine.

Nombre d'intervenantes et d'intervenants ont estimé que cette guerre durerait longtemps. Ainsi, le chercheur Gustav Gressel du Conseil européen pour les relations étrangères (ECFR), a pour sa part estimé qu'il n'y aurait probablement « ni trêve, ni cessez-le-feu, ni négociations de paix sérieuses » avant 2025. D'autres intervenantes et intervenants ont souligné que céder à la Russie ou tenter d'imposer un accord de paix à l'Ukraine s'avérerait contre-productif et inciterait le président Poutine ou

⁵ Déclaration 482 du 22 mai 2023 : Soutien uni et résolu à l'Ukraine.

⁶ L'avenir de la politique de la porte ouverte de l'OTAN.



d'autres régimes autoritaires à envahir des pays voisins. Dans son rapport⁷, le député slovaque Tomas Valasek a aussi estimé que ce serait faire preuve de naïveté que de gager l'avenir de l'architecture sécuritaire européenne sur un accord avec Vladimir Poutine, ce dernier revenant sans cesse sur les engagements pris. En conséquence, il a plaidé pour l'approche consistante à aider l'Ukraine à l'emporter. Selon lui, une victoire ukrainienne est possible, pour autant que les Alliés et leurs partenaires s'abstiennent de s'imposer d'inutiles lignes rouges et fournissent à l'Ukraine toute la gamme des moyens et des munitions nécessaires.

Dans ses résolutions 484 et 487⁽⁸⁾, l'AP-OTAN a rappelé que « la Fédération de Russie constitue la menace la plus significative et la plus directe pour la paix et la stabilité dans la zone euroatlantique » et a invité les pays de l'OTAN à renforcer leur soutien à l'Ukraine, notamment en accélérant les livraisons d'armes perfectionnées telles que des missiles à longue portée et des avions de combat. Elle a également appelé les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance atlantique à maintenir ces aides aussi longtemps qu'il le faudra pour que l'Ukraine l'emporte, tout en réaffirmant le principe du « rien concernant l'Ukraine ne doit se faire sans l'Ukraine », ainsi qu'à définir clairement les réformes que l'Ukraine doit mettre en place pour remplir les conditions d'adhésion à l'OTAN.

Fondée sur un rapport⁹ du député belge Rodrique Demeuse, la résolution 487⁽⁸⁾ de l'AP-OTAN vise en outre à ce que les pays membres de l'OTAN œuvrent à la création d'un tribunal spécial chargé de poursuivre le crime d'agression de la Russie. Dans la résolution 486⁽¹⁰⁾, l'AP-OTAN invite également les Alliés à veiller à ce que la Russie soit mise à contribution pour financer la reconstruction de l'Ukraine, en partie au moyen des avoirs russes gelés ou saisis, autant que la loi le permet, et encourage tous les États à développer un tel cadre juridique. Dans cette résolution, les membres de l'OTAN sont aussi invités à respecter le principe suivant lequel l'Ukraine demeure l'ultime arbitre de sa reconstruction, et par conséquent, à coordonner étroitement leur appui avec les responsables ukrainiens et la société civile ukrainienne, ainsi qu'à appuyer en priorité les programmes de déminage des campagnes ukrainiennes, qui sont indispensables au rétablissement de l'activité économique du pays.

4.3 Développement de l'OTAN

Le sommet de l'OTAN à Vilnius qui s'est déroulé le 11 et 12 juillet 2023, a été au cœur des délibérations sur le développement de l'Alliance. Alors que la session de printemps avait été principalement consacrée à ses préparatifs, la session annuelle s'est notamment penchée sur les décisions prises à cette occasion.

Lors de la session de printemps, l'AP-OTAN a invité instamment les cheffes et chefs d'État et de gouvernement, dans sa résolution 481⁽¹¹⁾, à renforcer l'Alliance et à adopter une nouvelle approche concernant la menace que représente la Russie. Elle a estimé que le soutien à l'Ukraine devait conserver une importance centrale, et que le renforcement du flanc est de l'OTAN devait passer notamment par une adhésion rapide de la Suède. En outre, elle a demandé un renforcement de la présence sur le flanc oriental et en mer Noire, avec entre autres le déploiement de forces prêtes au combat plus nombreuses et des moyens de commandement et de contrôle améliorés. Afin de

⁷ La guerre de la Russie contre l'Ukraine : revisiter l'ordre mondial et tirer des enseignements pour l'OTAN

⁸ Résolution 484 : Mettre en œuvre le nouveau cadre de référence de l'OTAN pour la dissuasion et la défense et résolution 487 : Appliquer les décisions prises au sommet de Vilnius

⁹ Lutter contre l'impunité des auteurs de violations du droit international dans le cadre de la nouvelle invasion russe de l'Ukraine

¹⁰ Résolution 486 : Vers la reconstruction de l'Ukraine

¹¹ Résolution 481 : Un nouveau chapitre pour l'alliance à l'ère de la compétition stratégique : accélérer l'adaptation de l'OTAN au sommet de Vilnius



s'assurer que l'OTAN dispose de suffisamment de ressources, elle a recommandé d'adopter de nouveaux engagements en matière de dépenses et d'investissements de défense, qui dépassent le seuil d'investissement minimal des 2 % du PIB.

À la session annuelle à Copenhague, il a été souligné à maintes reprises que l'Alliance était confrontée aux menaces et aux défis les plus importants depuis la fin de la guerre froide. Par conséquent, les Alliés ont expressément soutenu dans plusieurs résolutions les décisions prises lors du sommet de l'OTAN à Vilnius pour renforcer la défense et la dissuasion, et ont réaffirmé l'unicité du lien transatlantique. Dans les résolutions 484 et 487⁽⁸⁾, les membres de l'OTAN ont été invités à appliquer sans tarder les décisions prises au sommet de Vilnius, notamment pour ce qui est de renforcer la capacité de l'OTAN à défendre son territoire et de déployer davantage de forces robustes et prêtes au combat sur le flanc est de l'Alliance. Ils ont également été invités à appliquer intégralement et sans tarder le nouveau modèle de forces de l'OTAN, en vue de moderniser la structure de forces de l'organisation, de mettre en œuvre ses nouveaux plans régionaux de défense et de permettre aux Alliés de maintenir une approche à 360 degrés en matière de dissuasion et de défense. Au sein des commissions, et dans les deux résolutions, il a été insisté à plusieurs reprises sur la nécessité, pour les membres de l'OTAN, d'atteindre rapidement l'objectif convenu de consacrer au moins 2 % de leurs PIB respectifs à la défense et d'octroyer au moins 20 % des budgets de défense aux équipements majeurs.

Le renforcement des capacités de défense et de dissuasion de l'OTAN dans les régions de la mer Noire et de la mer Baltique a fait l'objet de discussions approfondies au sein de la Commission de la défense et de la sécurité. Dans son rapport¹² sur la situation dans la région de la mer Baltique, le député néerlandais Jeroen van Wijgaarden a souligné que la Russie accordait une grande valeur stratégique à ses capacités militaires le long de sa frontière occidentale ; pour les protéger, elle a mis en place une série de zones A2/AD¹³ et a déployé des forces avancées. Il a ajouté que les forces maritimes russes restaient une menace réelle et persistante étant donné qu'elles avaient été relativement épargnées par la guerre en Ukraine. Selon lui, l'expansion de l'OTAN dans la région a le potentiel de réduire considérablement la liberté d'action de la Russie dans la mer Baltique et dans le Grand Nord. Le député néerlandais a précisé que l'adhésion de la Finlande à l'Alliance nécessitait que les Alliés prennent des mesures immédiates afin de renforcer leur posture de dissuasion et de défense le long d'une frontière supplémentaire de 1340 km avec la Russie. L'adhésion de la Suède consolidera le flanc nord-est de l'OTAN et ancrera la coopération régionale entre les Alliés sur toutes les questions de sécurité essentielles, a-t-il ajouté, raison pour laquelle le soutien aux efforts consentis par la Suède en vue de son adhésion à l'OTAN doit être considéré comme une « priorité absolue ». Par ailleurs, les Alliés doivent selon lui réfléchir avec Stockholm à la manière d'utiliser ou de moderniser les infrastructures de base pour les opérations aériennes alliées de défense dans la région de la mer Baltique ; cela nécessitera probablement l'expansion et le renforcement des bases aériennes de la Suède et des investissements dans des défenses aériennes supplémentaires.

Au séminaire Rose-Roth de Stockholm, l'adhésion de la Suède à l'OTAN était aussi au cœur des discussions. À cette occasion, le ministre de la défense suédois, Pål Jonson, a déclaré que son pays entendait honorer l'engagement pris au sommet de Vilnius : soutenir la sécurité de l'ensemble de l'Alliance sur la base d'une approche à 360 degrés. Il s'est expressément félicité des nouveaux plans régionaux et a souligné l'importance que revêt l'engagement de la Suède en mer Baltique et dans le Grand Nord. La Suède poursuivra la coopération régionale en matière de défense avec les pays

¹² Changer de cap : l'évolution rapide de la sécurité dans la région de la mer Baltique après l'invasion de l'Ukraine par la Russie

¹³ Les forces et infrastructures A2/AD (Anti-Access Area Denial) sont destinées à empêcher un combattant ennemi d'entrer dans une région ou (une fois qu'il y est entré,) à réduire considérablement sa capacité de manœuvre.



nordiques, a-t-il ajouté. Le ministre suédois a par ailleurs rappelé qu'un accord de coopération dans le domaine de la défense était en cours de négociation avec les États-Unis. Enfin, il a affirmé que le gouvernement suédois s'engageait à atteindre un niveau de dépenses équivalent à 2,1 % du PIB en 2024. Le ministre des affaires étrangères de la Suède, Tobias Billström, s'est également montré convaincu que l'adhésion de la Suède renforcera la sécurité de l'OTAN.

Lors de la présentation de son rapport¹⁴, le député britannique Lord Mark Lancaster a souligné que l'attaque de la Russie contre l'Ukraine avait accentué l'importance stratégique de la région de la mer Noire. Il a donc recommandé que l'OTAN renforce sa présence navale en mer Noire et améliore les moyens régionaux de renseignement, de surveillance et de reconnaissance ainsi que les capacités de frappe de précision à longue portée. En outre, il faut selon lui renforcer les systèmes de défense côtière et développer de nouveaux systèmes de défense aérienne et antimissile. Plusieurs recommandations, dont la dernière mentionnée, ont été reprises dans la résolution 485⁽¹⁵⁾ adoptée par l'Assemblée plénière.

La protection des infrastructures maritimes critiques a fait l'objet de discussions approfondies, notamment au sein de la Commission des sciences et des technologies. Dans son rapport¹⁶, le député islandais Njall Trausti Fridbertsson a montré que les câbles sous-marins de communication et d'alimentation électrique, les parcs éoliens en mer, les plateformes de forage et les gazoducs étaient d'une importance capitale pour garantir une circulation ininterrompue des marchandises, de l'énergie et de l'information. Dans la résolution 488⁽¹⁷⁾, adoptée par l'AP-OTAN en session plénière à Copenhague, les membres de l'OTAN ont été invités à redoubler d'efforts pour protéger les infrastructures maritimes et à développer la coopération en améliorant les capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance des Alliés de façon à permettre le suivi des véhicules, la détection des menaces, la communication et la planification stratégique. Il faut également réduire la dépendance des Alliés à l'égard des fournisseurs à haut risque en promouvant plus de solutions alternatives fiables et en approfondissant la collaboration avec les partenaires, dont l'UE.

Dans le contexte de l'aide militaire fournie à l'Ukraine et du renforcement des capacités de défense et de dissuasion de l'Alliance, la Commission de la défense et de la sécurité, en particulier, a mis en exergue un défi stratégique croissant : il est urgent que l'OTAN soit en mesure de couvrir ses besoins en matériel militaire. Lors de la présentation de son rapport¹⁸, le député turc Utku Cakirozer a souligné que l'un des enseignements tirés de la guerre en Ukraine était que les pays de l'OTAN devaient reconstruire leurs bases industrielles de défense et les coordonner, celles-ci étant actuellement fragmentées. Plusieurs des recommandations formulées dans son rapport ont été reprises dans les résolutions 484 et 487⁽⁸⁾. L'AP-OTAN y a notamment invité les États membres de l'OTAN à augmenter leurs stocks de munitions et à promouvoir la coopération transfrontalière en matière de production et d'acquisition de matériel de défense. Dans les résolutions, elle a aussi repris des demandes formulées par la Commission des sciences et des technologies visant à maintenir l'avance technologique de l'OTAN : il s'agit de renforcer la recherche dans le domaine de la robotique et de l'autonomie des moyens de combat et d'élaborer des stratégies de recherche, d'investissement et de mise en œuvre des nouveaux matériaux et de la fabrication additive (impression 3D) à des fins de défense et de sécurité. Dans son rapport¹⁹, le député luxembourgeois Sven Clement a montré que les nouveaux matériaux étaient indispensables au progrès enregistré dans le domaine des sciences et des

¹⁴ Naviguer en eaux troubles : les incidences de la guerre russe en Ukraine sur la sécurité en mer Noire

¹⁵ Résolution 485 : Stabilité et sécurité dans la région de la mer Noire

¹⁶ Protection des infrastructures maritimes critiques : le rôle de la technologie

¹⁷ Résolution 488 : Renforcer la protection des infrastructures maritimes critiques des Alliés

¹⁸ Maintenir une base industrielle de défense alliée à la mesure du nouveau modèle de dissuasion et de défense de l'OTAN

¹⁹ Nouveaux matériaux et fabrication additive



technologies, et que la fabrication additive générât des solutions plus rapides, ce qui accélérât l'intégration des nouvelles technologies ; le député allemand Joe Weingarten a souligné dans son rapport²⁰ que les systèmes sans équipage et les systèmes autonomes prenaient de plus en plus d'importance au sein des forces armées du monde entier, comme le montrait l'utilisation de drones sur le champ de bataille en Ukraine.

Parallèlement aux questions militaires, les commissions se sont également penchées sur la menace croissante du terrorisme. Elles ont estimé que le terrorisme constituait la plus grande menace asymétrique. Elles ont également constaté que les organisations terroristes étendaient leur rayon d'action et leur capacité de destruction en élargissant leurs réseaux et en accédant plus facilement aux nouvelles technologies. Dans ses résolutions 484 et 487⁽⁸⁾, l'AP-OTAN a donc invité les États membres à renforcer la coopération avec l'UE et d'autres partenaires, en particulier dans le Sud, et à assister le coordonnateur spécial du secrétaire général de l'OTAN pour la lutte contre le terrorisme dans sa tâche.

Enfin, pendant les sessions et le séminaire à Stockholm, les commissions ont appelé à maintes reprises à continuer de consolider et de faire évoluer le partenariat stratégique entre l'UE et l'OTAN, en souscrivant à l'engagement figurant dans la déclaration conjointe UE-OTAN de 2023 et en assurant une coopération efficace au service des points forts de chaque organisation, qui évite les doublons et garantit la participation la plus large possible des Alliés non-membres de l'UE, par exemple dans le domaine de la mobilité militaire.

4.4 Politique de la porte ouverte

Dans son rapport²¹, le député lituanien Audronius Azubalis a estimé que l'OTAN devait maintenir sa politique de la porte ouverte. Depuis la fin de la guerre froide, l'adhésion de nouveaux membres a conforté l'OTAN dans son rôle d'alliance militaire la plus aboutie au monde et de pilier de la sécurité transatlantique, a-t-il rappelé. Selon lui, il faut bien garder en tête qu'un refus ou un report indéfini de l'admission de pays candidats partageant les valeurs de l'OTAN et à même de contribuer à la sécurité collective entraîne le risque de créer une zone grise et de susciter l'agression ; la politique de la porte ouverte de l'OTAN ne doit pas se résumer à un éventail de critères stricts : il s'agit d'un instrument politique souple régi par des impératifs stratégiques. Dans ce contexte, Audronius Azubalis a exhorté les membres de l'Alliance à finaliser le processus d'adhésion de la Suède sans tarder et à prendre des décisions stratégiques ambitieuses s'agissant de l'adhésion de l'Ukraine.

Le député lituanien a également souligné l'importance de la Géorgie en tant que partenaire dans la région de la mer Noire et du Caucase, et a invité les pays de l'OTAN à continuer à soutenir l'intégration euroatlantique de ce pays, en encourageant les progrès dans l'exécution des réformes nécessaires. En contrepartie, il a demandé à la Géorgie de maintenir le cap des réformes, de consolider sa démocratie et de montrer tout son soutien et sa solidarité envers l'Ukraine.

Par ailleurs, Audronius Azubalis a expliqué que l'OTAN avait tout intérêt à veiller au maintien de la stabilité et à encourager les initiatives dans les Balkans occidentaux, région d'importance stratégique pour l'Alliance. L'OTAN devrait continuer à appuyer les efforts d'intégration de la Bosnie-Herzégovine dans l'Alliance et à lui apporter un soutien individualisé accru, a-t-il précisé. Cependant, il appartient selon lui aux responsables politiques de Bosnie-Herzégovine de consolider la cohésion interne du pays, d'améliorer le fonctionnement de ses institutions et de pousser les réformes si les aspirations de ce pays à l'OTAN et à l'UE doivent se concrétiser.

²⁰ Rôle de la robotique et des systèmes autonomes dans le développement des futures capacités militaires

²¹ L'avenir de la politique de la porte ouverte de l'OTAN



La situation en Bosnie-Herzégovine et la situation générale dans les Balkans occidentaux ont été abordées lors du séminaire Rose-Roth à Sarajevo. Au fil des discussions, il est apparu clairement que la majorité de la population de Bosnie-Herzégovine souhaite toujours voir le pays adhérer à l'UE et à l'OTAN. Le soutien institutionnel à l'OTAN et à l'UE reste également fort. Parallèlement aux travaux de l'OTAN, qui a adopté récemment un programme de renforcement des capacités de défense, la Commission européenne a recommandé dernièrement l'ouverture de négociations d'adhésion avec Sarajevo sous réserve que le pays fasse état de progrès supplémentaires quant au respect des critères d'adhésion. Pendant le séminaire il a été constaté que la Bosnie-Herzégovine avait depuis peu progressé sur la voie de son intégration euroatlantique et que la nouvelle coalition gouvernementale avait ravivé l'espoir d'une nouvelle vague de réformes majeures. La rhétorique de la Republika Srpska et les ingérences, notamment celle de la Russie, continuent toutefois de menacer la stabilité et empêchent de mener les réformes urgentes requises. Faute de progrès rapide, de nombreuses personnes, notamment des jeunes, émigrent. Comme l'émigration se poursuit à grande échelle, les défis internes et externes du pays s'intensifient. Lors du séminaire, il a été relevé que l'agression de l'Ukraine par la Russie avait également des conséquences sur les Balkans occidentaux, favorisant notamment un climat dans lequel certains acteurs se sentent encouragés à attiser des conflits et des tensions de longue date autour de clivages ethniques et confessionnelles. Les Alliés se sont également penchés sur l'influence croissante de la Chine et des pays de tradition musulmane dans les Balkans occidentaux. Enfin, ils ont souligné que le changement climatique était un multiplicateur de menace et que ses conséquences pouvaient exacerber les tensions au sein de sociétés civiles et entre elles, et favoriser la radicalisation. Dans ce contexte, l'ensemble des participantes et des participants a considéré que la mission de la KFOR au Kosovo et la mission EUFOR-ALTHEA en Bosnie-Herzégovine étaient nécessaires et les a saluées.

La situation en Bosnie-Herzégovine, mais aussi en République de Moldova et en Géorgie, a été abordée dans le cadre du séminaire de Stockholm. À cette occasion, la délégation géorgienne, notamment, a souligné les progrès réalisés entre-temps par son pays et plaidé, comme à la session de printemps et à la session annuelle, pour une adhésion rapide à l'OTAN.

4.5 Désinformation : menace et lutte

Dans sa [résolution 483^{\(22\)}](#), l'Assemblée a considéré que la désinformation constituait une menace grave pour la sécurité, la cohésion et le fonctionnement démocratique de l'Alliance. Elle a donc invité les États membres de l'OTAN à prendre des mesures de lutte contre la désinformation. Au niveau national, les Alliés devraient intensifier leurs efforts de détection des campagnes de désinformation et y remédier, tout en évitant d'accroître indûment la visibilité des faux récits. En outre, ils devraient consolider leur législation nationale et promouvoir l'éducation aux médias. Au niveau international, l'AP-OTAN a invité les Alliés à approfondir leur collaboration entre eux et avec les organisations internationales, notamment l'UE, et à créer au sein de l'OTAN un centre pour la résilience démocratique qui puisse servir de plateforme pour le partage des ressources et l'échange des meilleures pratiques. Enfin, elle a invité les Alliés à encourager les entreprises de médias sociaux à mieux réguler leurs plateformes et à intégrer davantage la lutte contre la désinformation dans leurs pratiques en matière de publicité, de modération des contenus et de développement d'algorithmes.

Au sein de la Commission sur la démocratie et la sécurité, qui a préparé la résolution, il y avait un consensus sur le fait que les campagnes de désinformation russes visaient à affaiblir la cohésion sociale, à aggraver les lignes de fracture existantes et à saper la confiance des citoyennes et des

²² Résolution 483 : *Protéger les démocraties alliées et partenaires contre la désinformation*



citoyens dans les institutions démocratiques. Le député belge Rodrigue Demeuse a expliqué, lors de la présentation de son rapport²³, que la désinformation était devenue une arme à part entière de l'arsenal russe. Il a précisé que cette menace n'était pas nouvelle, mais que les méthodes s'étaient améliorées grâce à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication : en particulier, la vitesse à laquelle les fausses informations sont diffusées via les usines à *trolls* (c'est-à-dire de faux comptes sur les réseaux sociaux gérés par des humains, souvent rémunérés à cet effet) et les *bots* (de faux comptes actionnés par le biais de processus automatisés) n'a cessé d'augmenter. Selon Rodrigue Demeuse, l'un des traits les plus déroutants de la désinformation russe est son absence volontaire de cohérence : les personnes qui la promeuvent saturent délibérément l'espace informationnel d'évaluations discordantes, semant la confusion entre réalité et fiction.

Flemming S. Hansen de l'Institut danois des études internationales, a lui aussi souligné que les acteurs autoritaires multipliaient leurs efforts pour se doter de technologies émergentes, afin d'améliorer leurs campagnes de désinformation au moyen de logiciels de plus en plus sophistiqués et avec l'aide de l'intelligence artificielle. De plus, les États autoritaires se soutiennent mutuellement dans le cadre de leurs campagnes de désinformation respectives. Au cours de la discussion, le député français Nicolas Dragon a fait remarquer que la lutte contre la désinformation incombait d'abord et avant tout aux États et que les interventions de l'OTAN devaient se limiter aux campagnes de désinformation qui s'en prennent à l'Alliance proprement dite. En outre, la difficulté de trouver le juste milieu entre une lutte efficace contre la désinformation et le respect de la liberté d'expression a été soulignée à maintes reprises.

L'expérience de la Suède en matière d'encouragement de la résilience face aux menaces hybrides comme la désinformation a également été un sujet de discussion majeur au séminaire Rose-Roth de Stockholm. Magnus Hjort, directeur général de l'agence suédoise de défense psychologique, a souligné que le renforcement de la résilience sociale et démocratique appelait une approche globale, qui intègre la société dans son ensemble et s'axe davantage sur la défense psychologique, autrement dit sur la capacité collective à contrer les influences néfastes, la désinformation et la guerre de propagande. Le directeur général cite trois piliers soutenant la réalisation de ces objectifs : un journalisme et des médias indépendants, une population bien informée et instruite, et une société reposant sur la confiance.

4.6 Le rôle de la Chine

Lors de la présentation de son rapport²⁴, la députée roumaine Ana-Maria Catauta a souligné que, malgré la guerre en Ukraine, les Alliés devaient garder à l'esprit la menace systémique posée à long terme par la Chine, révisionniste et autoritaire, pour les intérêts, la sécurité et les valeurs des pays alliés. Selon elle, l'espoir que le pays joue un rôle constructif dans le rétablissement de l'ordre international, mis à mal par la guerre menée par la Russie, est pour l'heure resté vain, Pékin s'étant rangé de facto du côté de Moscou. Elle a également souligné que la Chine continuait de prendre pied dans différentes régions du monde, notamment par l'intermédiaire de son initiative « la ceinture et la route », se battait pour l'obtention du rôle de Leader dans les pays de l'hémisphère sud et y poursuivait avec plus ou moins de succès ses objectifs révisionnistes. Les investissements chinois, qui ne sont pas soumis à des conditions liées aux droits de l'homme et à la transparence, séduisent de nombreux pays en développement. Toutefois, Ana-Maria Catauta a précisé que l'image de la Chine dans ces

²³ *La Russie en guerre contre la vérité : défendre les démocraties alliées et leurs partenaires face aux campagnes de désinformation du Kremlin*

²⁴ *Le rôle de la Chine dans le monde depuis le déclenchement de la guerre menée par la Russie en Ukraine*



Le pays avait souffert du fait que la Chine profitait de la dépendance économique qu'elle avait créée. Les réactions à cette montée de la Chine ont été contrastées dans le camp occidental. Les États-Unis ont adopté une position ferme à l'égard de la Chine, tandis que l'Europe n'a pas encore trouvé de ligne de conduite commune. La Chine ne perçoit plus la Russie comme un partenaire de même rang et tente de profiter de la faiblesse actuelle de la Russie pour accroître son influence. Selon Ana-Maria Catauta, la communauté euroatlantique doit se préparer à affronter dans la durée une Chine autoritaire : alors que l'OTAN en tant qu'organisation doit continuer à porter son attention sur la zone qui relève directement de sa compétence, certains Alliés devront consacrer à cette rivalité d'importants moyens. À ses yeux, il est essentiel que les Alliés se montrent tous solidaires et qu'ils assument leur juste part de responsabilité quant à l'avenir de l'ordre international, fondé sur des règles ; ils doivent donc travailler de concert avec les pays partenaires de la région indo-pacifique qui partagent la même vision, ainsi qu'avec l'UE, pour poser les garde-fous de cette concurrence stratégique, et ce afin de réduire le risque d'une dangereuse escalade et de créer, avec la Chine, un espace de coopération qui leur permettra de relever des enjeux mondiaux immédiats tels que les changements climatiques et la non-prolifération nucléaire. Enfin, il faut aussi réduire les risques inhérents aux relations économiques avec la Chine. Ces éléments ont été partiellement pris en considération dans la résolution 487⁽⁸⁾.

5 Appréciation de l'activité de l'AP-OTAN en 2023

Les discussions de l'AP-OTAN ont été instructives à de nombreux égards ; on relèvera en particulier les points suivants :

1. Les débats ont confirmé que la guerre d'agression russe constituait un tournant pour la situation sécuritaire, qu'elle avait mis un terme à des décennies de paix en Europe et qu'un retour de la politique de puissance remettait en question l'ordre international fondé sur des règles. L'environnement sécuritaire de la Suisse est profondément marqué par la concurrence croissante des grandes puissances. La Russie et la Chine, mais aussi la plupart des pays occidentaux, développent fortement leur potentiel militaire. La guerre conventionnelle qui fait rage en Europe accroît le risque d'un conflit militaire direct entre la Russie et l'OTAN. Il a été mentionné à plusieurs reprises que la concurrence stratégique mondiale entre les systèmes démocratiques et les systèmes autoritaires réduisait la capacité d'action des organisations internationales et compliquait la résolution des problèmes mondiaux les plus urgents. La région MOAN (Moyen-Orient et Afrique du Nord) demeure une ceinture d'instabilité. L'augmentation des prix des denrées alimentaires et de l'énergie due à la guerre en Ukraine, mais aussi les conséquences du changement climatique, risque d'accroître l'instabilité et de se répercuter sur les flux de personnes réfugiées et les mouvements migratoires. La menace terroriste reste également élevée.

2. Dans le cadre des travaux de l'Assemblée, les membres présents ont pu prendre acte des décisions du sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Vilnius en juillet 2023. Soulignant la détermination de l'OTAN dans la condamnation de la guerre d'agression menée par la Russie, l'ensemble des oratrices et des orateurs ont appelé à poursuivre le soutien à l'Ukraine, notamment en continuant à lui livrer des armes, et à durcir les sanctions contre la Russie. Aucune voix discordante ne s'est élevée lors de l'Assemblée plénière, qui a adopté les résolutions sans opposition. Au sein des commissions, les avis divergeaient toutefois sur la nature et l'étendue du soutien militaire et sur la question de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Plusieurs personnes ont relevé que le temps qui passe pourrait jouer en faveur de la Russie.

3. Plusieurs résolutions portent expressément sur un objectif unanimement salué lors de l'Assemblée plénière : l'augmentation des capacités de dissuasion et de défense de l'Alliance sur le flanc est. Tous les membres ont soutenu l'approche à 360 degrés en matière de dissuasion et de défense : les pays membres situés au Nord sont en faveur d'une présence accrue dans le Grand Nord et en mer Baltique, tandis que ceux situés au Sud ont souligné l'importance de la Méditerranée. Dans une résolution



spécifique, l'Assemblée plénière a demandé que la mer Noire soit également considérée comme une région d'importance stratégique majeure et que la présence de l'OTAN y soit renforcée en conséquence. Dans une autre résolution, elle a expressément souhaité que la protection des infrastructures maritimes critiques soit renforcée.

4. À l'unisson, les Alliés ont en outre souligné la nécessité de consacrer *au moins* 2 % du PIB à la défense. La volonté tangible des pays membres européens à augmenter leurs dépenses de défense devrait apaiser le débat relatif au juste partage des charges au sein de l'OTAN, tout en augmentant la pression sur les membres qui n'ont pas encore rempli cet engagement. Les Alliés ont expressément souligné l'importance de la reconstruction des bases industrielles de défense afin de répondre à la forte augmentation de la demande en matériel militaire.

5. Pour la première fois, la Finlande a participé à la session de printemps en tant que membre à part entière. L'Assemblée plénière a souligné qu'il était nécessaire que la Suède adhère le plus rapidement possible à l'OTAN, encourageant la Turquie et la Hongrie à ratifier cette adhésion sans attendre. Les délégations de la Bosnie-Herzégovine et de la Géorgie ont exprimé une certaine impatience quant à la durée de la procédure d'adhésion de leur pays à l'OTAN. On a pu à nouveau constater que la guerre en Ukraine avait relégué les tensions au sein de l'AP-OTAN à l'arrière-plan, exception faite de la question de l'élargissement de l'organisation.

6. Au sein des commissions, les membres ont estimé à l'unisson que la concurrence stratégique avec la Chine représentait un défi à long terme pour la sécurité et l'ordre international fondé sur des règles. Dans deux résolutions, l'AP-OTAN a donc invité les Alliés à s'attaquer aux défis systémiques posés par la Chine. Il est cependant ressorti des discussions que les avis des délégations divergeaient quant à savoir s'il fallait davantage mettre l'accent sur la confrontation ou, au contraire, sur la coopération à l'égard de la Chine ; les avis étaient en revanche unanimes sur la nécessité de réduire la dépendance économique vis-à-vis de celle-ci.

7. Les conséquences, pour la politique de sécurité, des développements technologiques rapides (nouveaux matériaux, intelligence artificielle, technologie quantique) ont à nouveau fait l'objet de discussions approfondies. Compte tenu du potentiel des nouvelles technologies sur la conduite de la guerre, la nécessité d'investir davantage dans le secteur de la recherche et du développement en matière de défense a été maintes fois soulignée, ce afin de préserver l'avance technologique de l'OTAN.

La désinformation a également été dénoncée : en s'appuyant notamment sur l'intelligence artificielle, elle représente une menace croissante pour les démocraties. Il y a lieu de renforcer la lutte contre ce fléau tant à l'échelle des États qu'à l'échelle internationale : c'est la raison pour laquelle l'AP-OTAN a appelé de ses vœux la création, au sein de l'OTAN, d'un centre pour la résilience démocratique.

8. Au cours des discussions, les Alliés ont, à maintes reprises, souligné que les Balkans occidentaux étaient une région d'importance stratégique pour l'OTAN et que la KFOR jouait un rôle de stabilisation essentiel. Ils ont à nouveau mis en garde contre l'influence croissante de la Russie et de la Chine dans cette région.

9. Les évènements au Moyen-Orient et l'augmentation de la menace terroriste ont également été abordés dans toutes les commissions. Le temps dira dans quelle mesure le conflit au Moyen-Orient aura des répercussions sur la guerre en Ukraine et, en particulier, sur la possibilité pour les États-Unis d'intervenir dans les deux conflits tout en se concentrant sur la rivalité systémique avec la Chine.



6 Conclusions et activités futures

La Délégation AP OTAN tire un bilan positif de sa participation aux activités de l'AP-OTAN. Regroupant des parlementaires des commissions de la défense de tous les pays de la zone euroatlantique, l'AP-OTAN constitue la plateforme idéale pour un échange de vues et d'idées sur des sujets ayant trait à la politique de sécurité. La participation aux travaux de l'AP-OTAN permet de surcroît à la Délégation AP OTAN de se faire une bonne idée des positions des différentes délégations et, partant, des principaux thèmes autour desquels s'articuleront les futures discussions en matière de politique de sécurité.

Nombre de questions abordées par l'AP-OTAN ont des implications sur la politique de sécurité de la Suisse. Il est dès lors judicieux d'avoir une idée précise des changements en cours dans l'environnement stratégique de notre pays. En ce qui concerne l'évolution de l'OTAN en tant qu'organisation, les conséquences de la guerre en Ukraine sur la sécurité en Europe, la poursuite de l'adaptation du dispositif de dissuasion et de défense, l'engagement dans les Balkans, la coopération avec l'UE, les mesures visant à lutter contre le terrorisme et les menaces hybrides ainsi que la montée en puissance de la Chine devraient rester des thèmes centraux dans un avenir proche. Ces sujets présentent également un intérêt pour la Suisse.

La Délégation AP OTAN envisage de poursuivre ses activités sur la lancée des contacts établis durant les années précédentes. Les points forts seront les sessions plénières. Si le calendrier le permet, la Délégation AP OTAN participera également aux séminaires Rose-Roth consacrés à des thèmes pouvant avoir un intérêt pour la Suisse et sa politique de sécurité.